

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Drummondville

Code géographique : 49058

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoit Carignan, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier

de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Drummondville pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-11 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-05-10

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Drummondville

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Drummondville, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Drummondville au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Drummondville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

1

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A108652

Sherbrooke

DATE 2018-05-10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	94 957 937	89 726 039	87 410 674
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 021 000	4 082 419	4 003 597
Quotes-parts	3			
Transferts	4	18 135 502	18 790 752	10 334 055
Services rendus	5	5 543 916	6 485 121	5 666 573
Imposition de droits	6	2 841 000	5 312 136	4 616 066
Amendes et pénalités	7	1 750 000	1 711 261	1 815 000
Revenus de placements de portefeuille	8	72 000	179 387	208 403
Autres revenus d'intérêts	9	428 000	554 485	659 831
Autres revenus	10	720 000	6 184 151	4 112 221
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	128 469 355	133 025 751	118 826 420
Charges				
Administration générale	14	12 675 857	12 679 633	13 093 174
Sécurité publique	15	18 865 296	19 214 709	18 880 066
Transport	16	21 306 573	22 332 147	22 194 540
Hygiène du milieu	17	21 717 828	22 072 507	22 572 944
Santé et bien-être	18	275 000	294 801	315 596
Aménagement, urbanisme et développement	19	7 628 170	7 666 509	8 420 436
Loisirs et culture	20	21 522 662	22 298 481	21 523 915
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 911 204	3 171 517	3 804 273
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	107 902 590	109 730 304	110 804 944
Excédent (déficit) de l'exercice	25	20 566 765	23 295 447	8 021 476
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		312 670 674	304 649 198
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		312 670 674	304 649 198
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		335 966 121	312 670 674

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 437 325	8 443 956
Débiteurs (note 5)	2	49 657 447	38 480 584
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	509 502	520 329
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	658 955	17 941
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	55 263 229	47 462 810
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	930 986	166 509
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 737 324	14 001 005
Revenus reportés (note 12)	12	2 264 866	1 924 267
Dette à long terme (note 13)	13	154 465 177	146 120 414
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	174 398 353	162 212 195
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(119 135 124)	(114 749 385)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	449 383 223	421 319 592
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 452 231	4 636 037
Stocks de fournitures	19	1 074 629	1 150 515
Autres actifs non financiers (note 17)	20	191 162	313 915
	21	455 101 245	427 420 059
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	335 966 121	312 670 674

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	20 566 765	23 295 447	8 021 476
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	47 994 082 ) (	47 187 359 ) (	33 025 923)
Produit de cession	3	500 000	30 254	42 321
Amortissement	4	17 744 840	19 028 404	17 988 472
(Gain) perte sur cession	5		65 070	(95)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(29 749 242)	(28 063 631)	(14 995 225)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		183 806	342 834
Variation des stocks de fournitures	9		75 886	260 979
Variation des autres actifs non financiers	10		122 753	22 654
	11		382 445	626 467
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(9 182 477)	(4 385 739)	(6 347 282)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(114 749 385)	(108 402 103)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(114 749 385)	(108 402 103)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(119 135 124)	(114 749 385)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 295 447	8 021 476
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	19 028 404	17 988 472
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	65 070	(95)
- Provision pour moins-value	4	116 830	14 715
	5	42 505 751	26 024 568
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(11 176 863)	(6 460 510)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 008 107	(5 378 394)
Revenus reportés	9	340 599	(164 813)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(641 014)	4 409 744
Propriétés destinées à la revente	11	183 806	342 834
Stocks de fournitures	12	75 886	260 979
Autres actifs non financiers	13	122 753	22 654
	14	33 419 025	19 057 062
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(46 459 147)	(27 553 097)
Produit de cession	16	30 254	42 321
	17	(46 428 893)	(27 510 776)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(167 490)	(167 490)
Remboursement ou cession	19	61 487	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(106 003)	(167 490)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	33 600 000	34 000 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(25 158 921)	(22 143 826)
Variation nette des emprunts temporaires	25	764 477	(4 582 631)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(96 316)	(195 540)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	9 109 240	7 078 003
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(4 006 631)	(1 543 201)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	8 443 956	9 987 157
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	8 443 956	9 987 157
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 437 325	8 443 956

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 % à 10 %

Bâtiments : de 2,5 % à 10 %

Véhicules : de 3,33 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau : de 6,67 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 20 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les arrérages de taxes sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2017 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans distinctement pour le service antérieur au 1er janvier 2014 et pour le service postérieur au 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé à la fin suivante et est amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 437 325	8 443 956
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 4 437 325	8 443 956
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 10 907 000	8 315 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 6 626 235	6 136 008
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	110 599
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 29 366 628	23 083 717
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 7 674 039	6 026 687
Organismes municipaux	15 3 353 592	455 628
Autres		
- Facturations diverses	16 933 658	1 124 640
- Cour municipale	17 1 703 295	1 543 305
	18 49 657 447	38 480 584
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 17 612 188	16 734 370
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 17 612 188	16 734 370
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 805 101	766 848
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	509 502	520 329
Autres placements	31		
	32	509 502	520 329
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés de fonds de garantie en assurance à l'UMQ.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	658 955	17 941
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>658 955</u>	<u>17 941</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 647 912	6 593 965
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	127 371	125 860
	43	<u>1 775 283</u>	<u>6 719 825</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 15 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (2,85 %; 2,35 % au 31 décembre 2016) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie de douze emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 26 184 656 \$, portant intérêt à 2,85 % (2,35 % au 31 décembre 2016) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	6 386 408	5 172 429
Salaires et avantages sociaux	48	2 092 241	1 720 628
Dépôts et retenues de garantie	49	133 162	67 153
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Int. courus dette à long terme	53	731 612	656 897
- Autres courus et passifs	54	577 134	545 343
- Provision pour vidange étangs	55	615 729	365 729
- CAP/retenues relatifs immos	56	6 201 038	5 472 826
-	57		
	58	16 737 324	14 001 005

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	1 243 670	794 704
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	521 993	543 906
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	77 020	166 340
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Revenus reportés autres	66	138 207	301 719
- Dépôts sur vente de terrains	67	48 717	8 717
- Transferts	68	235 259	108 881
-	69		
	70	2 264 866	1 924 267

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	9,63	2018	2027	71	154 206 451	145 305 864
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,57	1,57	2022	2022	75	910 866	1 204 987
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres	1,75	1,75	2024	2024	78	650 893	816 280
					79	155 768 210	147 327 131
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(1 303 033)	(1 206 717)
					81	154 465 177	146 120 414

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2018	82	90	25 027 451	98	107	380 577	115	25 408 028
2019	83	91	25 630 000	99	108	353 429	116	25 983 429
2020	84	92	39 415 000	100	109	348 627	117	39 763 627
2021	85	93	28 858 000	101	110	216 969	118	29 074 969
2022	86	94	12 435 000	102	111	106 491	119	12 541 491
2023 et +	87	95	22 841 000	103	112	155 666	120	22 996 666
	88	96	154 206 451	104	113	1 561 759	121	155 768 210
Intérêts et frais accessoires				105	()		122	()
	89	97	154 206 451	106	114	1 561 759	123	155 768 210

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(119 135 124)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(119 135 124)
		(114 749 385)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	63 991 054	156	1 405 417	183		210	65 396 471
Eaux usées	129	169 106 894	157	808 123	184		211	169 915 017
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	221 144 669	158	8 854 471	185		212	229 999 140
Autres	131	40 681 187	159	9 925 696	186		213	50 606 883
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	113 362 172	161	24 464 143	188		215	137 826 315
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	14 308 300	163	545 874	190	368 014	217	14 486 160
Ameublement et équipement de bureau	136	7 859 923	164	3 104 410	191		218	10 964 333
Machinerie, outillage et équipement divers	137	11 668 276	165	909 950	192		219	12 578 226
Terrains	138	11 205 052	166	983 926	193		220	12 188 978
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>653 327 527</u>	168	<u>51 002 010</u>	195	<u>368 014</u>	222	<u>703 961 523</u>
Immobilisations en cours	141	<u>20 272 617</u>	169	<u>(3 814 651)</u>	196		223	<u>16 457 966</u>
	142	<u>673 600 144</u>	170	<u>47 187 359</u>	197	<u>368 014</u>	224	<u>720 419 489</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	31 004 557	171	1 544 818	198		225	32 549 375
Eaux usées	144	73 552 055	172	4 115 316	199		226	77 667 371
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	92 605 898	173	5 680 879	200		227	98 286 777
Autres	146	9 282 232	174	2 058 920	201		228	11 341 152
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	28 785 138	176	3 414 633	203		230	32 199 771
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	6 101 586	178	825 401	205	272 690	232	6 654 297
Ameublement et équipement de bureau	151	5 567 286	179	735 055	206		233	6 302 341
Machinerie, outillage et équipement divers	152	5 381 800	180	653 382	207		234	6 035 182
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>252 280 552</u>	182	<u>19 028 404</u>	209	<u>272 690</u>	236	<u>271 036 266</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>421 319 592</u>					237	<u>449 383 223</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248	2 151 447	2 129 769
Immeubles industriels municipaux	249	1 998 395	2 203 879
Autres	250	302 389	302 389
	251	4 452 231	4 636 037
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	4 452 231	4 636 037

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	47 180	193 490
-	255		
-	256		
Autres			
- Frais reportés autres	257	143 982	120 425
-	258		
	259	191 162	313 915

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	<u>269</u>

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dettes à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	<u>281</u>		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 48 415 824 \$.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Drummondville, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné des emprunts pour des organismes et n'a exigé aucune contrepartie en échange de ces cautionnements. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que ces cautionnements soient exercés et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

Les soldes de ces emprunts au 31 décembre 2017 sont les suivants :

Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	20 561 978 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.	1 427 703 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.(inv), (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 1 000 000 \$)	0 \$
Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.(fct), (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 1 500 000 \$)	730 000 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.(1)	68 213 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc., (emprunt temporaire autorisé d'un montant de 40 000 \$)	40 000 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire (1)	473 069 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire	96 573 \$
Centre communautaire Saint-Charles (1)	548 247 \$
Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste (1)	42 000 \$
La société préventive de la cruauté envers les animaux du district électoral de Drummondville	150 000 \$
Les loisirs St-Joseph de Drummondville inc. (1)	431 252 \$
Commerce Drummond	320 612 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Commerce Drummond	76 646 \$
Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	305 676 \$

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2017, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 98 970 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 350 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

d) Autres

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 19 400 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Flux de trésorerie

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	3 578 996	3 494 099
Intérêts reçus au cours de l'exercice	815 066	905 985

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	89 550 000	89 690 738		89 690 738	86 630 901
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 021 000	4 082 419		4 082 419	4 003 597
Quotes-parts	3					
Transferts	4	4 081 684	3 655 374		3 655 374	3 090 531
Services rendus	5	5 543 916	6 485 121		6 485 121	5 666 573
Imposition de droits	6	2 541 000	5 010 602		5 010 602	4 616 066
Amendes et pénalités	7	1 750 000	1 711 261		1 711 261	1 815 000
Revenus de placements de portefeuille	8	72 000	179 387		179 387	208 403
Autres revenus d'intérêts	9	428 000	554 485		554 485	659 831
Autres revenus	10	300 000	5 824 980		5 824 980	1 983 201
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	108 287 600	117 194 367		117 194 367	108 674 103
Investissement						
Taxes	13	5 407 937	35 301		35 301	779 773
Quotes-parts	14					
Transferts	15	14 053 818	15 135 378		15 135 378	7 243 524
Imposition de droits	16	300 000	301 534		301 534	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18	420 000	359 171		359 171	2 129 020
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux						
	19					
	20	20 181 755	15 831 384		15 831 384	10 152 317
	21	128 469 355	133 025 751		133 025 751	118 826 420
Charges						
Administration générale	22	12 059 979	11 880 402	799 231	12 679 633	13 093 174
Sécurité publique	23	18 352 073	18 688 213	526 496	19 214 709	18 880 066
Transport	24	14 779 672	15 341 964	6 990 183	22 332 147	22 194 540
Hygiène du milieu	25	16 040 879	16 309 668	5 762 839	22 072 507	22 572 944
Santé et bien-être	26	275 000	294 801		294 801	315 596
Aménagement, urbanisme et développement	27	6 396 944	6 396 442	1 270 067	7 666 509	8 420 436
Loisirs et culture	28	18 341 999	18 618 893	3 679 588	22 298 481	21 523 915
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	3 911 204	3 171 517		3 171 517	3 804 273
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	17 744 840	19 028 404	(19 028 404)		
	33	107 902 590	109 730 304		109 730 304	110 804 944
Excédent (déficit) de l'exercice	34	20 566 765	23 295 447		23 295 447	8 021 476

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	20 566 765	23 295 447	8 021 476
Moins: revenus d'investissement	2 (	20 181 755 ) (	15 831 384 ) (	10 152 317)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	385 010	7 464 063	(2 130 841)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	17 744 840	19 028 404	17 988 472
Produit de cession	5	500 000	30 254	42 321
(Gain) perte sur cession	6		65 070	(95)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	18 244 840	19 123 728	18 030 698
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		205 484	342 834
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		205 484	342 834
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		61 487	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		116 830	14 715
	15		178 317	14 715
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			18 984
Remboursement de la dette à long terme	17 (	14 092 250 ) (	13 073 785 ) (	12 838 415)
	18	(14 092 250)	(13 073 785)	(12 819 431)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	3 500 000 ) (	8 002 088 ) (	3 829 735)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 462 400		4 507 620
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 500 000)	(2 450 377)	(1 894 575)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		49 383	49 382
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 537 600)	(10 403 082)	(1 167 308)
	26	(385 010)	(3 969 338)	4 401 508
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 494 725	2 270 667

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	15 831 384	10 152 317
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(850 857)	(880 200)
Sécurité publique	3	(200 063)	(236 042)
Transport	4	(15 936 582)	(15 285 041)
Hygiène du milieu	5	(8 221 195)	(3 450 352)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(6 225 526)	(947 484)
Loisirs et culture	8	(15 753 136)	(12 226 804)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(47 187 359)	(33 025 923)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(21 678)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(167 490)	(167 490)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	20 618 062	25 798 508
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 002 088	3 829 735
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	209 497	2 723 242
Réserves financières et fonds réservés	17	2 750 000	5 026 067
	18	10 961 585	11 579 044
	19	(15 796 880)	4 184 139
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	34 504	14 336 456

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
Rémunération	1	24 483 960	24 265 338	23 201 316
Charges sociales	2	6 133 956	6 599 046	5 912 809
Biens et services	3	40 834 519	45 762 453	44 214 174
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	4 479 238	3 511 164	3 840 700
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	472 000	472 819	476 503
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	(983 925)	(812 466)	(512 930)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	2 137 136	2 231 170	2 116 839
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	11 489 766	8 325 156	13 078 333
Amortissement des immobilisations	14	17 744 840	19 028 404	17 988 472
Autres				
- Autres	15	1 091 100	348 385	380 787
- Mauvaises créances	16	20 000	(1 165)	107 941
-	17			
	18	107 902 590	109 730 304	110 804 944

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 036 140	5 311 028
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 520 216	3 860 098
Réserves financières et fonds réservés	3	4 301 590	3 701 213
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	903 099 ) (	961 308)
Financement des investissements en cours	5	3 869 858	3 835 353
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	317 141 416	296 924 290
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	335 966 121	312 670 674
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 036 140	5 311 028
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	6 036 140	5 311 028
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Secteur ancien Drummondville	12	1 131 015	1 246 052
- Secteur St-Nicéphore	13	52 679	52 679
- Secteur St-Charles	14	36 759	36 759
- Actif avant sociaux futurs	15	543 103	17 941
- Budget	16	1 300 000	1 300 000
- Redevance enfouis.(urgence)	17	301 337	203 609
- Redevance enfouis.(action env)	18	399 545	687 654
- Maintien d'actifs	19	763 996	315 404
- Dette/Sports et loisirs	20	991 782	
	21	5 520 216	3 860 098
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	5 520 216	3 860 098
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	4 174 595	3 571 936
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	126 995	129 277
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	4 301 590	3 701 213
	48	4 301 590	3 701 213

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	49 383) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
- Dette l.t. liée à la SHQ	73 (	903 099) (
-	74 () (
	75 (	952 482) (
	76 () (
	77 () (
	78 () (
	79 () (
	80 () (
	81 () (
	82 () (
	83 () (
	84 () (
	85 () (
	86 () (
	87 () (
	88 () (
	89 () (
	90 () (
	91 () (
	92 () (
	93 () (
	94 () (
	95 () (
	96 () (
	97 () (
	98 () (
	99 () (
	100 () (
	101 () (
	102 () (
	103 () (
	104 () (
	105 () (
	106 () (
	107 () (
	108 () (
	109 () (
	110 () (
	111 () (
	112 () (
	113 () (
	114 () (
	115 () (
	116 () (
	117 () (
	118 () (
	119 () (
	120 () (
	121 () (
	122 () (
	123 () (
	124 () (
	125 () (
	126 () (
	127 () (
	128 () (
	129 () (
	130 () (
	131 () (
	132 () (
	133 () (
	134 () (
	135 () (
	136 () (
	137 () (
	138 () (
	139 () (
	140 () (
	141 () (
	142 () (
	143 () (
	144 () (
	145 () (
	146 () (
	147 () (
	148 () (
	149 () (
	150 () (
	151 () (
	152 () (
	153 () (
	154 () (
	155 () (
	156 () (
	157 () (
	158 () (
	159 () (
	160 () (
	161 () (
	162 () (
	163 () (
	164 () (
	165 () (
	166 () (
	167 () (
	168 () (
	169 () (
	170 () (
	171 () (
	172 () (
	173 () (
	174 () (
	175 () (
	176 () (
	177 () (
	178 () (
	179 () (
	180 () (
	181 () (
	182 () (
	183 () (
	184 () (
	185 () (
	186 () (
	187 () (
	188 () (
	189 () (
	190 () (
	191 () (
	192 () (
	193 () (
	194 () (
	195 () (
	196 () (
	197 () (
	198 () (
	199 () (
	200 () (
	201 () (
	202 () (
	203 () (
	204 () (
	205 () (
	206 () (
	207 () (
	208 () (
	209 () (
	210 () (
	211 () (
	212 () (
	213 () (
	214 () (
	215 () (
	216 () (
	217 () (
	218 () (
	219 () (
	220 () (
	221 () (
	222 () (
	223 () (
	224 () (
	225 () (
	226 () (
	227 () (
	228 () (
	229 () (
	230 () (
	231 () (
	232 () (
	233 () (
	234 () (
	235 () (
	236 () (
	237 () (
	238 () (
	239 () (
	240 () (
	241 () (
	242 () (
	243 () (
	244 () (
	245 () (
	246 () (
	247 () (
	248 () (
	249 () (
	250 () (
	251 () (
	252 () (
	253 () (
	254 () (
	255 () (
	256 () (
	257 () (
	258 () (
	259 () (
	260 () (
	261 () (
	262 () (
	263 () (
	264 () (
	265 () (
	266 () (
	267 () (
	268 () (
	269 () (
	270 () (
	271 () (
	272 () (
	273 () (
	274 () (
	275 () (
	276 () (
	277 () (
	278 () (
	279 () (
	280 () (
	281 () (
	282 () (
	283 () (
	284 () (
	285 () (
	286 () (
	287 () (
	288 () (
	289 () (
	290 () (
	291 () (
	292 () (
	293 () (
	294 () (
	295 () (
	296 () (
	297 () (
	298 () (
	299 () (
	300 () (
	301 () (
	302 () (
	303 () (
	304 () (
	305 () (
	306 () (
	307 () (
	308 () (
	309 () (
	310 () (
	311 () (
	312 () (
	313 () (
	314 () (
	315 () (
	316 () (
	317 () (
	318 () (
	319 () (
	320 () (
	321 () (
	322 () (
	323 () (
	324 () (
	325 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 6 744 830	7 864 581
Investissements à financer	83 (2 874 972 ) (	4 029 228)
	84 3 869 858	3 835 353
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 449 383 223	421 319 592
Propriétés destinées à la revente	86 4 452 231	4 636 037
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 509 502	520 329
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 454 344 956	426 475 958
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 454 344 956	426 475 958
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (154 465 177 ) (	146 120 414)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (1 303 033 ) (	1 206 717)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 17 612 188	16 734 370
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 952 482	1 041 093
	98 (137 203 540 ) (	129 551 668)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (137 203 540 ) (	129 551 668)
	101 317 141 416	296 924 290

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties, alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi au régime de la Ville

Une entente est intervenue entre les parties le 8 janvier 2018 relativement à la restructuration exigée par la Loi. Les modifications aux dispositions du régime sont précisées dans cette entente. Les effets de cette entente sur la charge future de la Ville sont présentement analysés par la direction.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 17 941	4 427 685
Charge de l'exercice	4 (1 647 912)	(6 593 965)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 288 926	2 184 221
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>658 955</u>	<u>17 941</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 133 728 510	123 569 274
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>119 349 689</u>)	(<u>109 561 012</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 14 378 821	14 008 262
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>658 955</u>	<u>17 941</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 15 037 776	14 026 203
Provision pour moins-value	12 (<u>14 378 821</u>)	(<u>14 008 262</u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>658 955</u>	<u>17 941</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u></u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u></u>	<u></u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>238 405</u>)	(<u></u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>238 405</u>)	(<u></u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 547 070	3 584 886
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u></u>	<u></u>
	20 3 547 070	3 584 886
Cotisations salariales des employés	21 (1 861 769)	(1 991 709)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u>84 429</u>)	(<u>84 519</u>)
	23 1 600 872	1 508 658
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (2 220)	322 734
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u></u>	<u></u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u></u>	<u></u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u></u>	<u></u>
Variation de la provision pour moins-value	28 946 846	5 279 064
Autres	29 <u></u>	<u></u>
-	30 <u></u>	<u></u>
-	31 <u>2 545 498</u>	<u>7 110 456</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>6 791 924</u>	<u>6 543 138</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 (<u>7 689 510</u>)	(<u>7 059 629</u>)
Rendement espéré des actifs	34 (<u>897 586</u>)	(<u>516 491</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>1 647 912</u>	<u>6 593 965</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 647 912</u>	<u>6 593 965</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 11 233 465	11 320 485
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (7 689 510)	(7 059 629)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 3 543 955	4 260 856
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (4 759 035)	613 461
Prestations versées au cours de l'exercice	40 5 309 354	5 671 009
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 135 739 473	127 790 033
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 238 405	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 4 468 582	3 858 124
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 13 130 126	11 959 495
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,10 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S.O.

	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106	_____	_____

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	_____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>13</u>	<u>13</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>49 232</u>	<u>16 353</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	98 224	97 059
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>29 147</u>	<u>28 801</u>
	115	<u>127 371</u>	<u>125 860</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	155 768 210
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 874 972
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	126 995
Débiteurs	8	17 612 188
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	2 695 200
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	5 816 343
Autres		
- Revenus reportés-Taxe secteur	12	1 243 670
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	131 148 786
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	15	
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	131 148 786
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	98 970
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	131 247 756
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	131 247 756
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	70 900 000	70 887 387	68 367 880
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		450	713
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	70 900 000	70 887 837	68 368 593
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 385 000	5 304 527	5 166 654
Égout	11	4 487 000	4 322 644	4 259 593
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	5 636 000	5 618 367	5 540 622
Autres				
-Fosses septiques	14	392 000	332 818	431 571
-Arrosage insectes	15	400 000	393 701	389 899
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000	389 032	347 321
Service de la dette	18	2 000 000	2 441 812	2 126 648
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20	5 407 937	35 301	779 773
	21	24 057 937	18 838 202	19 042 081
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	24 057 937	18 838 202	19 042 081
	26	94 957 937	89 726 039	87 410 674

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	246 800	262 399	420 911
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	246 800	262 399	420 911
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	994 800	1 013 966	888 163
Cégeps et universités	33	251 900	254 789	221 958
Écoles primaires et secondaires	34	1 291 400	1 319 350	1 242 661
	35	2 538 100	2 588 105	2 352 782
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 784 900	2 850 504	2 773 693
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 236 100	1 231 915	1 229 904
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	1 236 100	1 231 915	1 229 904
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 021 000	4 082 419	4 003 597

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54	505	1 799
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	3 000	
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60	420 684	647 734
Transport adapté	61		536 514
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	339 500	146 227
Traitement des eaux usées	69		117 622
Réseaux d'égout	70	339 500	146 227
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	600 000	692 323
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76	86 000	78 516
Protection de l'environnement	77		58 526
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	73 000	74 730
Promotion et développement économique	84		95 717
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	605 000	127 194
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	284 000	194 519
Autres	88	526 000	341 142
Réseau d'électricité	89		
	90	3 276 684	2 551 534
			2 217 322

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	176 600	7 480
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99	74 191	34 024
Transport adapté	100		23 009
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103	1 720 000	1 702 687
Transport par eau	104		693 659
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 879 923	1 472 512
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 879 923	4 190 413
Traitement des eaux usées	108	1 879 923	43 631
Réseaux d'égout	109	1 879 923	1 533 733
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124	26 500	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	4 563 335	3 750
Activités culturelles			
Bibliothèques	126	6 111 878	4 286 850
Autres	127	20 000	
Réseau d'électricité	128		
	129	14 053 818	7 243 524

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	5 000	179 892	6 704
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	800 000	923 948	866 505
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	805 000	1 103 840	873 209
TOTAL DES TRANSFERTS	139	18 135 502	18 790 752	10 334 055

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156	285 000	323 807
Traitement des eaux usées	157		310 663
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	285 000	323 807
			310 663
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	590 000	617 262
Activités culturelles			508 402
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	590 000	617 262
			508 402
Réseau d'électricité			
	180		
	181	875 000	941 069
			819 065

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	420 816	431 856	257 396
	185	420 816	431 856	257 396
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	413 000	546 681	410 377
	190	413 000	546 681	410 377
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194	585 000	674 850	601 646
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	73 000	170 120	57 826
	199	658 000	844 970	659 472
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201			
Réseaux d'égout	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	117 000	80 728	106 012
	210	117 000	80 728	106 012
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	215			
Promotion et développement économique	216			
Autres	217			
Autres	218	1 545 000	1 908 071	1 841 344
	219	1 545 000	1 908 071	1 841 344
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Activités culturelles	220	1 429 600	1 672 752	1 459 472
Bibliothèques	221	85 500	58 994	113 435
Autres	222			
	223	1 515 100	1 731 746	1 572 907
Réseau d'électricité				
	224			
	225	4 668 916	5 544 052	4 847 508
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	5 543 916	6 485 121	5 666 573

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227 400 000	385 107	378 135
Droits de mutation immobilière	228 2 100 000	4 129 704	3 622 375
Droits sur les carrières et sablières	229 330 000	332 603	314 193
Autres	230 11 000	464 722	301 363
	231 2 841 000	5 312 136	4 616 066
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232 1 750 000	1 711 261	1 815 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233 72 000	179 387	208 403
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234 428 000	554 485	659 831
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	(65 070)	95
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		1 606 784
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240		
Autres contributions	241		2 129 020
Autres	242 300 000	6 249 221	376 322
	243 300 000	6 184 151	4 112 221
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 314 300	1 414 394	118 825	1 533 219	1 619 655
Greffe et application de la loi	2	1 701 665	1 607 061	135 011	1 742 072	1 366 939
Gestion financière et administrative	3	4 310 900	4 328 250	363 622	4 691 872	4 197 876
Évaluation	4	1 358 500	1 316 674	110 616	1 427 290	1 330 225
Gestion du personnel	5	836 782	846 986	71 157	918 143	768 108
Autres						
- Autres	6	2 537 832	2 367 037		2 367 037	3 810 371
-	7					
	8	12 059 979	11 880 402	799 231	12 679 633	13 093 174
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	10 822 000	11 299 619	52 046	11 351 665	10 351 684
Sécurité incendie	10	5 947 301	5 832 085	467 093	6 299 178	6 893 520
Sécurité civile	11	569 144	562 120	7 357	569 477	398 931
Autres	12	1 013 628	994 389		994 389	1 235 931
	13	18 352 073	18 688 213	526 496	19 214 709	18 880 066
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 292 971	4 497 292	2 528 692	7 025 984	11 621 026
Enlèvement de la neige	15	5 014 093	5 341 590	3 089 204	8 430 794	5 046 956
Éclairage des rues	16	882 149	861 073	499 413	1 360 486	848 758
Circulation et stationnement	17	1 028 824	1 190 152	674 833	1 864 985	1 200 786
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 638 260	2 511 059	198 041	2 709 100	2 591 311
Transport aérien	19	271 250	262 997		262 997	279 904
Transport par eau	20					
Autres	21	652 125	677 801		677 801	605 799
	22	14 779 672	15 341 964	6 990 183	22 332 147	22 194 540

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 045 511	3 018 561	372 960	3 391 521	3 435 369	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 134 563	2 213 595	1 227 142	3 440 737	3 294 723	
Traitement des eaux usées	25	1 142 514	1 258 904	2 055 832	3 314 736	3 319 753	
Réseaux d'égout	26	3 050 608	3 069 258	2 097 619	5 166 877	5 294 343	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	840 693	853 274		853 274	989 954	
Élimination	28	1 175 000	1 017 729		1 017 729	1 162 373	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	590 000	625 231		625 231	798 938	
Tri et conditionnement	30	240 000	232 181		232 181	218 129	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	552 500	514 965		514 965	620 469	
Traitement	32	490 000	489 384		489 384	381 159	
Matériaux secs	33	36 600	28 133		28 133	33 233	
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	28 650	10 833		10 833	15 313	
Protection de l'environnement	38	632 162	616 746		616 746	658 017	
Autres	39	2 082 078	2 360 874	9 286	2 370 160	2 351 171	
	40	16 040 879	16 309 668	5 762 839	22 072 507	22 572 944	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	275 000	294 801		294 801	315 596	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	275 000	294 801		294 801	315 596	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 024 700	2 003 825	399 725	2 403 550	3 127 628	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	230 000	89 404	343 516	432 920	90 790	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	3 897 303	4 009 872	21 596	4 031 468	4 251 187	
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	244 941	293 341	505 230	798 571	950 831	
	52	6 396 944	6 396 442	1 270 067	7 666 509	8 420 436	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 039 244	4 031 162	809 006	4 840 168	6 174 769	
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 948 365	2 690 257	531 610	3 221 867	2 793 219	
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 396 511	1 422 497	285 085	1 707 582	1 376 352	
Parcs et terrains de jeux	56	3 340 251	2 868 060	568 779	3 436 839	3 305 241	
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	841 930	1 390 404	277 728	1 668 132	952 058	
Autres	59	519 875	809 352		809 352	933 767	
	60	13 086 176	13 211 732	2 472 208	15 683 940	15 535 406	
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 114 701	2 280 507		2 280 507	2 079 707	
Bibliothèques	62	2 547 653	2 314 930	442 698	2 757 628	1 570 759	
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	316 000	350 401		350 401	311 218	
Autres	65	277 469	461 323	764 682	1 226 005	2 026 825	
	66	5 255 823	5 407 161	1 207 380	6 614 541	5 988 509	
	67	18 341 999	18 618 893	3 679 588	22 298 481	21 523 915	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 588 036	3 653 711		3 653 711	4 082 063	
Autres frais	70	1 363 202	330 272		330 272	235 140	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	(1 100 034)	(897 586)		(897 586)	(516 491)	
Autres	72	60 000	85 120		85 120	3 561	
	73	3 911 204	3 171 517		3 171 517	3 804 273	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	17 744 840	19 028 404	(19 028 404)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de
Ville de Drummondville

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de Ville de Drummondville (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

1

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A108652

Sherbrooke

DATE 2018-05-10

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	5 893 453	564 630
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 464 941	426 582
Usines et bassins d'épuration	3	43 631	3 192
Conduites d'égout	4	1 535 964	3 194 912
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 548 796	7 037 385
Ponts, tunnels et viaducs	7	129 152	
Systèmes d'éclairage des rues	8	444 189	390 818
Aires de stationnement	9	241 600	173 439
Parcs et terrains de jeux	10	1 674 041	1 007 097
Autres infrastructures	11	4 274 150	4 399 730
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	884 092	1 186 114
Édifices communautaires et récréatifs	14	12 251 322	10 949 235
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	545 862	275 661
Ameublement et équipement de bureau	18	2 412 862	841 597
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 394 379	1 816 314
Terrains	20	5 448 925	759 217
Autres	21		
	22	47 187 359	33 025 923

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 511 582	442 316
Usines de traitement de l'eau potable	24	1 464 941	426 582
Usines et bassins d'épuration	25	43 631	3 192
Conduites d'égout	26	1 280 875	959 263
Autres infrastructures	27	14 141 761	12 265 946
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	4 381 871	122 314
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	255 089	2 235 649
Autres infrastructures	32	1 170 167	742 523
Autres immobilisations	33	22 937 442	15 828 138
	34	47 187 359	33 025 923

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35	106 826	30 694
Charges sociales	36	17 973	8 291
Biens et services	37	47 057 464	32 891 035
Frais de financement	38	5 096	95 903
Autres	39		
	40	47 187 359	33 025 923

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	129 277		2 282	126 995
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 695 659	1 182 446	1 999 623	16 878 482
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	109 445 925	30 272 554	21 263 134	118 455 345
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	127 270 861	31 455 000	23 265 039	135 460 822
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 734 370	2 145 000	1 267 182	17 612 188
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	16 734 370	2 145 000	1 267 182	17 612 188
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	16 734 370	2 145 000	1 267 182	17 612 188
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	15				
Autres	16	3 321 900		626 700	2 695 200
	17				
	18	20 056 270	2 145 000	1 893 882	20 307 388
	19	147 327 131	33 600 000	25 158 921	155 768 210
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	147 327 131	33 600 000	25 158 921	155 768 210

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	670 787	670 787	572 053
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	24 457	24 457	24 457
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	510 734	604 768	612 461
Cours d'eau	13	16 334	16 334	12 007
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	661 072	661 072	645 560
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	118 482	118 482	115 031
Activités culturelles	23	135 270	135 270	135 270
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 137 136	2 231 170	2 116 839

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	92,08	36,52	188 240,00	7 732 500	2 112 264	9 844 764
Professionnels	2						
Cols blancs	3	114,17	35,84	220 160,00	5 458 936	1 489 092	6 948 028
Cols bleus	4	144,06	40,00	333 759,00	7 679 545	2 095 548	9 775 093
Policiers	5						
Pompiers	6	34,02	42,00	120 705,00	2 829 672	772 382	3 602 054
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	384,33		862 864,00	23 700 653	6 469 286	30 169 939
Élus	9	13,00			671 511	147 733	819 244
	10	397,33			24 372 164	6 617 019	30 989 183

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	647 734	34 024			681 758
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		441 753	1 030 759		1 472 512
Réseau de distribution de l'eau potable	13	146 227	1 257 124	2 933 289		4 336 640
Traitement des eaux usées	14		13 089	30 542		43 631
Réseaux d'égout	15	146 227	460 120	1 073 613		1 679 960
Autres	16	2 543 934	6 131 878	1 702 687	197 752	10 576 251
	17	3 484 122	8 337 988	6 770 890	197 752	18 790 752

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 525	22 999
	4	15 525	22 999
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	996	10 433
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	996	10 433
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	502 692	589 488
Enlèvement de la neige	11	502 692	664 741
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 005 384	1 254 229
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 087	6 057
Réseau de distribution de l'eau potable	17	121 931	151 932
Traitement des eaux usées	18	17 172	65 368
Réseaux d'égout	19	343 295	343 383
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	486 485	566 740
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	72 291	100 623
Rénovation urbaine	32	148 839	172 690
Promotion et développement économique	33	60 900	80 567
Autres	34	308 820	403 518
	35	590 850	757 398
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	509 162	683 970
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	213 981	33 675
Autres	38	349 134	474 250
	39	1 072 277	1 191 895
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 171 517	3 803 694

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alexandre Cusson	118 968	16 476
Mme Annick Bellavance	31 448	15 724
Mme Cathy Bernier	28 826	14 413
M. Jean Charest	3 416	1 708
M. Yves Grondin	39 380	16 476
M. John Husk	30 411	15 206
Mme Stéphanie Lacoste	28 443	14 221
Mme Catherine Lassonde	30 928	15 464
M. Pierre Levasseur	28 235	14 118
M. Roberto Léveillé	26 380	13 190
Mme Isabelle Marquis	29 485	14 742
M. Alain Martel	30 845	15 423
M. Dominic Martin	3 681	1 840
M. William Morales Hortua	28 454	14 227
M. Daniel Pelletier	30 753	15 376

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	19 400 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	279 621 \$	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ 67 199 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ 1 355 615 \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	74 900 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	74 900 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 396 000
Égout	11	4 422 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	5 658 000
Autres		
- Fosses septiques	14	390 000
- Arrosage insectes	15	400 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000
Service de la dette	18	2 275 799
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	18 891 799
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	18 891 799
	26	93 791 799

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	225 300
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	225 300

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 012 800
Cégeps et universités	7	253 400
Écoles primaires et secondaires	8	1 358 200
	9	2 624 400

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 849 700

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 206 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 206 600

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 056 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 4 896 987 993	X 5 0,7900	/100\$ 6 38 686 204				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 590 184 150	X 8 0,7900	/100\$ 9 4 662 455				
Immeubles non résidentiels	10 1 395 630 407	X 11 1,6900	/100\$ 12 23 586 154				
Immeubles industriels	13 420 561 789	X 14 1,6900	/100\$ 15 7 107 494				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 139 532 257	X 20 0,7900	/100\$ 21 1 102 305				
Immeubles agricoles	22 79 542 736	X 23 0,7900	/100\$ 24 628 388				
Total			25 75 773 000	26 (873 000)	27 ()	28	29 74 900 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau	128,0000	4	par commerce
Taxe d'eau au compteur	0,3100	7	par mètre cube
Taxe d'égouts	100,0000	4	par commerce
Taxe d'égouts au compteur	0,2200	7	par mètre cube
Tarification mouches noires(insectes)	13,0000	4	1 unité d'occupation
Tarification mouches noires(insectes)	9,0000	4	2 à 6 unités d'occup.
Tarification mouches noires(insectes)	6,0000	4	7 unités d'occup. et +
Tarification vidange fosses septiques	102,0000	4	résidentiel
Tarification vidange fosses septiques	51,0000	4	chalet
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	106,0000	4	1 à 6 unités d'occup.
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	96,0000	4	7 unités d'occup. et +
Enlèvement et enf.déchets et coll.sél.	53,0000	4	chalet
Matières putrescibles	39,0000	4	1 à 9 unités d'occup.
Matières putrescibles	28,0000	4	10 unités d'occup. et +
Matières putrescibles	39,0000	4	chalet

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	93 791 799
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	873 000

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	873 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	16 642 012
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	350 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	77 672 787

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	7 522 439 332
--	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">0</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">3</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">2</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">5</div> /100 \$ </div>
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	23 586 155	6 277 194		1 102 305	4 662 455	628 388
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	2 048 260	496 192			3 622 247	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	25 634 415	6 773 386		1 102 305	8 284 702	628 388

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	38 643 503			74 900 000
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 275 799			2 275 799
Autres	13	10 099 301			16 266 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	51 018 603			93 441 799

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	442 057 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	133 900 000 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	16 162 000 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	4 026 100 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	1 300 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 415, rue Lindsay, C.P. 398
(no) (rue)
Drummondville J2B 6W3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 478-6566
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresor@drummondville.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Benoit Carignan, CPA, CGA

Téléphone (819) 478-6559
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 478-3164
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bcarignan@drummondville.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 455, rue King Ouest, bureau 500
(no) (rue)
Sherbrooke J1H 6G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 822-4000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 821-3640
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bergeron.francine@rcgt.com

Responsable du dossier Mme Francine Bergeron, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , M. Benoit Carignan, CPA, CGA , atteste que le rapport financier de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-22 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Drummondville .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Drummondville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Drummondville détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 23 295 447 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0953 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-22 14:08:08

Date de transmission au Ministère : 2018/05/23